



« L'OR BLEU » D'AFRIQUE : UNE RICHESSE CONVOITEE, SOURCE
DE CONFLITS

[OCEAN WEEK] CYCLE SUR L'EAU - #3/7

Par Robin BARON & Bruce GOUMAIN



À PROPOS DE L'ARTICLE

Le 6 novembre 2019, Donald TRUMP recevait les représentants de l'Égypte, du Soudan et de l'Éthiopie à Washington au sujet du Nil Bleu « pour les aider à résoudre leur long conflit concernant le barrage Éthiopien Renaissance »¹ expliquait alors Donald TRUMP sur son compte Twitter. Le projet Renaissance est depuis plusieurs années au cœur des tensions entre les trois pays. Il symbolise de façon emblématique les enjeux et les défis posés par la question de l'eau en Afrique. La question de l'eau a toujours été, dans l'histoire, un facteur aggravant des conflits et des relations internationales. L'accès et le partage des eaux du Jourdain sont, par exemple, des éléments majeurs du conflit israélo-palestinien depuis les années 1960. « Par nature l'eau sert à éteindre les feux, pas à les allumer »² déclara en 1994 le ministre jordanien de l'eau et de l'irrigation, Munther HADDADIN, suite à la signature d'un accord historique de partage de l'eau avec l'Israël. L'eau s'impose toutefois comme acteur géopolitique à partir du XXI^{ème} siècle, alors que nous commençons à nous interroger sur la question de l'eau et sur les tensions qu'elle pourrait générer. Yves LACOSTE, dans son éditorial pour la revue Hérodote, parle ainsi pour la première fois de géopolitique de l'eau : il décrit l'eau comme un levier politique dans certaines régions, c'est ce qu'il appelle « l'Hydropolitique »³. Roger CANS aborde lui le thème de « la Ruée vers l'eau » au sujet des problématiques d'accès à cette ressource⁴. Les problématiques de l'eau, sont ainsi traitées comme une question centrale dans l'histoire des conflits et plus particulièrement en Afrique. « L'or bleu » d'Afrique : une richesse convoitée source de conflits ?

Afin de répondre à cette question, il convient de s'intéresser à l'évolution de l'organisation urbaine dans les pays africains ainsi qu'à l'importante croissance démographique des villes. Cet article mettra ensuite en avant les dynamiques des politiques interétatiques dominées par la relation conflictuelle entretenue vis-à-vis de l'eau. Enfin, ces deux analyses permettront de mieux comprendre l'enjeu crucial de populations délaissées et des conflits localisés meurtriers portés par l'inégale répartition de cette ressource.

¹ Donald TRUMP, compte Twitter @realDonaldTrump, 6 novembre 2019 <https://twitter.com/realDonaldTrump/status/1192157303753125888?s=20>, consulté le 27 octobre 2020

² Khaled DAWOUD, « Le dialogue, un don du Nil », *Le Courrier UNESCO*, n°2001-9 octobre, page 16, <http://fr.1001mags.com/parution/le-courrier-de-l-unesco/numero-2001-9-octobre/page-16-17-texte-integral>, consulté le 27 octobre 2020

³ Yves LACOSTE, « Géopolitique de l'eau », Hérodote, 2003.

⁴ Roger CANS, « La ruée vers l'eau », Folio, 2001.

À PROPOS DES AUTEURS



Robin BARON est membre du comité Énergies & Environnement et du Comité Afrique des Jeunes de l'IHEDN.



Bruce GOUMAIN est membre du comité Énergies & Environnement et du Comité Afrique des Jeunes de l'IHEDN.



Ce texte n'engage que la responsabilité du / des auteur(s). Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle.

Les enjeux de l'eau vis-à-vis de l'urbanisation croissante et de l'explosion démographique

Terre de paradoxes, le continent africain dispose, avec les 17 grands fleuves et les 160 lacs qui le composent, de ressources d'eau abondantes estimées à plus de 5 400 milliards de mètres cube par an. Qui plus est, le sous-sol du continent recèle de pas moins de 660 000 kilomètres cube de réserves d'eau. Une ressource cent fois supérieure à la quantité en surface.⁵

Malgré cette richesse, plus de 300 millions d'Africains ne disposent pas d'un accès à l'eau potable, problématique majeure qui a notamment fait des maladies hydriques la première cause de mortalité du continent.⁶ L'importance de la répartition de cette ressource est reconnue seulement depuis le premier Forum mondial de l'eau de 1997. L'Organisation des Nations Unies (ONU) l'inscrit alors dans son programme Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en introduisant le principe de l'accès à l'eau potable pour 80 % de la population de chaque pays.⁷ Selon des estimations récentes, la moitié des pays africains pourrait atteindre les OMD en matière d'accès à l'eau potable. Bien que cette cible des OMD soit atteinte depuis 2013 au niveau mondial, l'Afrique subsaharienne abrite 40 % des personnes dans le monde qui n'ont pas accès à l'eau potable. Comment peut-on alors expliquer cette situation ?

L'utilisation de l'eau comme ressource est soumise à une forte compétition entre les secteurs ; on peut notamment mentionner l'agriculture qui capte plus de 69% de la ressource. Toutefois, c'est la consommation des particuliers qui éveille les inquiétudes. L'accès à l'eau potable devient d'autant plus critique que les populations africaines augmentent rapidement et s'urbanisent de plus en plus. Le pourcentage de citadins devrait passer de 44 à 57 % entre 2010 et 2040, selon l'Association africaine de l'eau. Les métropoles du continent sont, sur ce point, très inégales. Le Caire et ses 17,6 millions d'habitants détient un taux d'approvisionnement en eau potable de l'ordre de 95 %, tandis qu'une ville démographiquement similaire telle que Lagos, capitale économique du Nigeria, présente un taux bien plus faible de 65 %.⁸

Couplé avec une forte croissance démographique, le risque de stress hydrique, c'est-à-dire de surconsommation d'eau par rapport au stock réel, est très élevé en Afrique. La population du continent, qui n'était que de 700 millions en 2000 est estimée à 1,15 milliard en 2015 et devrait

⁵ « L'Afrique ne manque pas d'eau », *Courrier International*, 3 octobre 2012, <https://www.courrierinternational.com/article/2012/08/06/l-afrique-ne-manque-pas-d-eau>, consulté le 27 octobre 2020

⁶ Jean-Bosco BAZIE, « Accès à l'eau : l'Afrique entre abondance et pénurie », *CAIRN*, 2014.

⁷ Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, « Nous, les peuples : le rôle des Nations Unies au XXIe siècle », 27 mars 2000, <https://undocs.org/fr/a/54/2000>, consulté le 27 octobre 2020.

⁸ « L'Afrique ne manque pas d'eau », *Courrier International*, 3 octobre 2012, <https://www.courrierinternational.com/article/2012/08/06/l-afrique-ne-manque-pas-d-eau>, consulté le 27 octobre 2020

doubler d'ici 2050⁹. "La crise mondiale de l'eau est une crise de gouvernance, bien plus que de disponibilité de la ressource", notait l'ONU en 2015¹⁰. Pour l'AAE (Association Africaine de l'Eau), il faut des dispositions réglementaires pour mettre fin à la désorganisation.

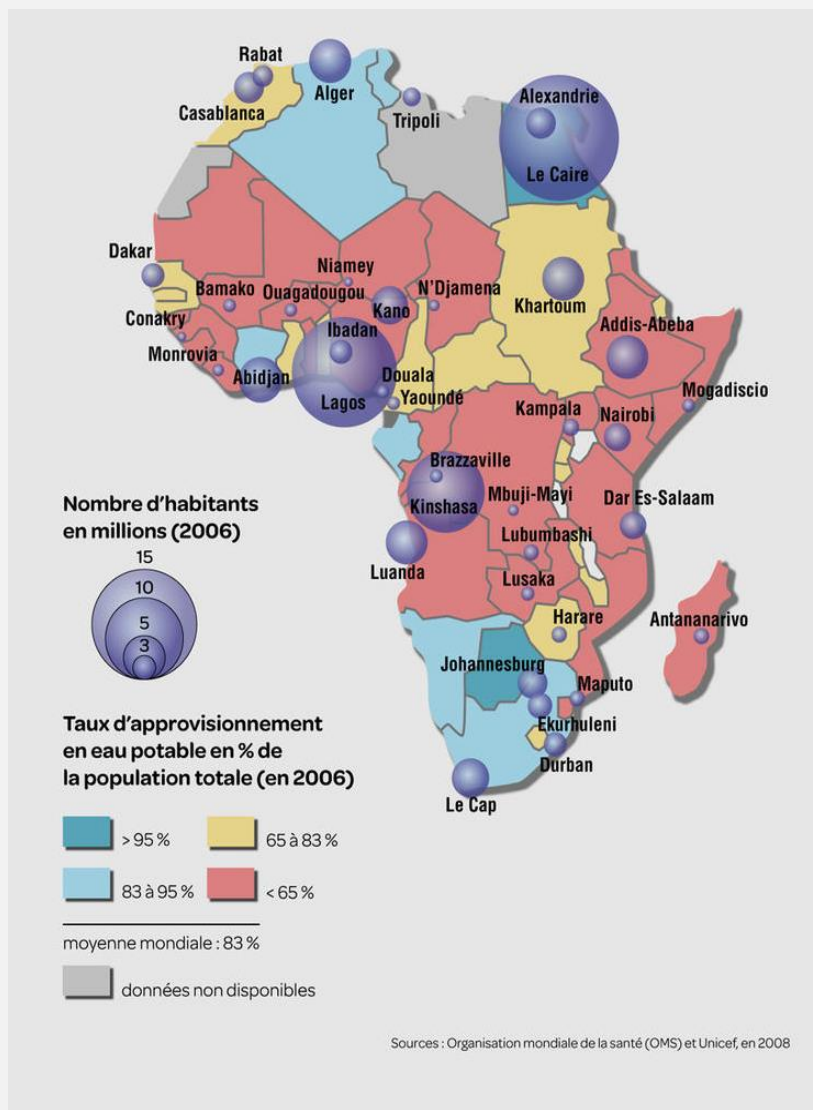


FIGURE 1 : APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DES VILLES EN AFRIQUE

L'absence d'une politique claire répondant à la prise de conscience des enjeux se fait sentir. Ainsi, le secrétaire général de l'AAE rappelait lors du Forum mondial de l'eau de 2017, « il faut une coordination entre la réalisation des infrastructures immobilières et les infrastructures techniques » au sujet de l'insuffisance de politiques urbaines en Afrique. Débordées par une urbanisation explosive, les administrations n'arrivent pas à imposer un urbanisme viable. Cette

⁹ Jean-Bosco BAZIE, « Accès à l'eau : l'Afrique entre abondance et pénurie », CAIRN, 2014.

¹⁰ L'ONU, « Rapport mondial : l'eau pour un monde durable », 2015.

carence en politique d'urbanisme engendre pénuries et dispersion de l'eau. A travers cet exemple de gouvernance en milieu urbain, nous discernons bien l'importance du choix politique et de la capacité à le faire respecter afin de préserver ses ressources.

Le sixième Forum mondial de l'eau se focalisait sur « le temps des solutions » et affirmait que la gouvernance, la coopération, le financement et un environnement politique favorable pour l'eau sont les conditions du succès de l'accès à l'eau potable. Il existe donc plusieurs leviers à actionner du côté politique afin de répondre au défi de la maîtrise de l'eau en Afrique. Pour rappel, seulement 4 % du potentiel africain en eau serait à ce jour mobilisé pour les usages courants (eau potable, agriculture et énergie)¹¹.

Escalade de tensions politiques interétatiques et négociations internationales

Ces fortes disparités, instrumentalisées au sein de tensions politiques majeures, font craindre l'apparition de nouveaux conflits entre les différents pays africains. A ce jour, la plus grande question restant en suspens est le partage des eaux du Nil.

Ce fleuve, le plus long d'Afrique, traverse dix pays sur 6 600 kilomètres : le Burundi, la République Démocratique du Congo, le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie, l'Ethiopie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Egypte. Lors du premier accord de partage des ressources du fleuve en 1929, l'Egypte, en aval, s'était vu accorder 48 milliards de mètres cube par an contre seulement 4 milliards pour le Soudan.

En 1958 le premier conflit lié à cette inégalité émerge lorsque le Soudan entame la construction d'un troisième barrage sur le Nil Bleu. Cela poussa l'Egypte à organiser une offensive militaire, qui fut arrêtée de peu sous la pression internationale. L'ensemble des pays concernés par les ressources du Nil viennent à signer un accord cadre en 1999 : l'Initiative du Bassin du Nil¹². Cet accord permet alors la création d'une structure intergouvernementale de dialogue, ayant pour objectif la répartition équitable de l'eau ainsi que la préservation de l'électricité et de l'agriculture dépendants du Nil. Malgré cet accord, l'Egypte et le Soudan persistent à vouloir maintenir leurs « droits historiques » des 48 et 4 milliards de mètres cubes accordés en 1929 et réitérés en 1958 à l'issue du premier conflit du Nil.

¹¹ Sylvie BRUNEL, *L'Afrique : un continent en réserve de développement*, Bréal, 2004.

¹² « L'initiative du bassin du Nil », <https://nilebasin.org/documents-publications/73-nile-basin-initiative-an-overview/file>, consulté le 30/10/2020

Face à ce manque de coopération, l'accord est renégocié en 2010, cette fois sans l'Égypte ni le Soudan, sous le nom de projet d'Entebbe pour enfin parvenir à une répartition plus juste des eaux du Nil.



FIGURE 2 : IMPLANTATION DU BARRAGE GRAND RENAISSANCE DANS LE BASSIN DU NIL

Pourtant, dès 2011, l'Éthiopie se lance à son tour dans le projet du « Grand barrage de la Renaissance » sur le Nil Bleu, devant être le plus grand barrage d'Afrique. Pour l'Égypte, fortement dépendante du Nil qui lui procure 85 % de ses besoins en eau¹³, la construction de ce barrage représente un péril considérable en termes de stabilité. Pour ce pays où l'eau est rare, la maîtrise du Nil est aussi bien une question de souveraineté qu'une question de survie.

Pour l'Éthiopie, ce barrage est également un enjeu vital dans sa stratégie de développement. Le pays connaît une grave pénurie d'électricité -65 % de sa population n'étant pas raccordée au réseau - et souhaite ainsi y remédier au plus vite. Le barrage Renaissance est au cœur de sa stratégie industrielle. D'un coût de 6,4 milliards de dollars US¹⁴, il devrait être en mesure de

¹³ Basillioh MUTAHI, « Querelle Égypte-Éthiopie autour d'un méga-barrage sur le Nil », *BBC News Afrique*, 14 janvier 2020, <https://www.bbc.com/afrique/region-50331931>, consulté le 30/10/2020

¹⁴ Julien VALLET, « Éthiopie : le barrage Grande Renaissance alimentera le Soudan en électricité », *Jeune Afrique Economie et Finance*, 7 avril 2017, www.jeuneafrique.com/425830/economie/ethiopie-barrage-grande-rennaissance-alimentera-soudan-electricite/, consulté le 30/10/2020

produire suffisamment d'électricité (6 000 MW) pour répondre à l'ensemble de ses besoins énergétiques et permettrait même d'en exporter. Financé par des obligations d'états et des fonds privés, il est d'une importance capitale pour le gouvernement de faire aboutir ce projet. Le gouvernement d'Addis-Abeba qualifie les réclamations du Caire de tentative d'ingérence et se dit prêt à défendre ce qu'il considère comme un enjeu de souveraineté nationale. C'est ainsi que le premier ministre éthiopien s'adressa au parlement en ces termes: « s'il y a besoin d'aller à la guerre, nous pouvons mobiliser des millions d'hommes »¹⁵.

Le président égyptien Abdul FATTAH AL-SISSI, déclare par la suite que l'absence de consultation de l'Égypte dans ce projet était un affront et qu'il n'aurait jamais vu le jour si l'Égypte avait été plus attentive et plus réactive, en dépit de l'instabilité socio-politique qui la secouait¹⁶.

La principale préoccupation égyptienne est le niveau d'intensité de débit du Nil : si celui-ci baisse cela pourrait affecter le lac Nasser, le réservoir en aval du barrage d'Assouan en Égypte et qui produit la majeure partie de l'électricité du pays (2 100 MW¹⁷). Cette baisse pourrait également impacter le transport sur le Nil en Égypte ainsi que les besoins des agriculteurs égyptiens en irrigation. La question de souveraineté se pose donc pour les deux pays. La construction du barrage Renaissance va au-delà de la question de la seule autonomie énergétique, notamment pour l'Égypte, où le Nil concentre bien d'autres enjeux aussi bien économiques que symboliques. Une série de pourparlers a été décidée à partir de fin 2019, depuis l'intervention des Etats-Unis et de la Banque Mondiale qui se sont imposés comme médiateurs. Un accord trouvé mi-janvier 2020, incluant l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie prévoit d'entériner un processus de remplissage du réservoir du nouveau barrage par étapes sur une base coopérative et, en fonction de la disponibilité de la ressource hydrique et donc de la pluviométrie. Toutefois, le gouvernement soudanais revient sur cette décision en mai 2020 justifiant de « problèmes techniques et judiciaires »¹⁸.

L'accord devait maintenir un débit stable des eaux du Nil et permettre grâce à une collaboration inter-états de mettre ainsi fin à près de neuf ans de querelles dans la région. De plus, le boycott par l'Éthiopie des pourparlers de fin février, qui devaient aboutir à la signature d'un accord tripartite inédit, est une réelle douche froide pour Washington qui pensait avoir réussi à trouver

¹⁵ Diouf NGAGNE, « Le barrage éthiopien : entre renaissance et menace existentielle », *ApaNews*, 5 mars 2020, <http://apanews.net/mobile/uneInterieure.php?id=4937144>, consulté le 30/10/2020

¹⁶ Basillioh MUTAHI, « Querelle Egypte-Ethiopie autour d'un méga-barrage sur le Nil », *BBC News Afrique*, 14 janvier 2020, <https://www.bbc.com/afrique/region-50331931>, consulté le 30/10/2020

¹⁷ Internation Hydropower Association, 2019, https://www.hydropower.org/sites/default/files/publications-docs/2019_hydropower_status_report_0.pdf, consulté le 30/10/2020

¹⁸ « Barrage sur le Nil : le Soudan rejette une proposition d'accord éthiopienne », *Le Monde*, 13 mai 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/13/barrage-sur-le-nil-le-soudan-rejette-une-proposition-d-accord-ethiopienne_6039510_3212.html, consulté le 30/10/2020

une sortie de crise¹⁹. Pour certains observateurs, l'absence de la délégation éthiopienne fin février confirme les doutes concernant les méthodes de l'administration américaine ; celle-ci chercherait ainsi, en précipitant l'annonce d'un accord tripartite, à forcer la main des dirigeants d'Addis-Abeba. En tout état de cause, l'enthousiasme de mi-janvier laisse désormais place à l'incertitude²⁰. Ainsi, la communauté internationale, et en particulier les Etats-Unis, craignent que les pays du bassin du Nil ne soient entraînés dans un conflit si le différend n'est pas réglé.

Vers un avenir incertain pour les populations isolées et délaissées

Dans ce contexte et en l'absence de nouvelles négociations, la possibilité d'un conflit international de l'eau ressurgit dans le bassin du Nil. Malheureusement sur le continent, le risque d'une guerre de l'eau semble également porté par des conflits plus localisés.

C'est le cas notamment dans la région du Darfour dans l'ouest du Soudan. En effet, de 2003 à 2006, des villageois sédentaires chrétiens ont été massacrés, leurs villages pillés puis brûlés par des milices musulmanes souhaitant s'emparer des terres agricoles et de leur accès à l'eau. Les rescapés sont alors poussés à chercher refuge dans les camps situés à la frontière entre le Soudan et le Tchad.²¹ Depuis 2005, l'accès à l'eau dans le nord du Darfour devient de plus en plus difficile, poussant même des enfants à abandonner l'école pour aller en chercher.²² Outre les conséquences en termes d'échec vis-à-vis de l'éducation de la population, cette situation représente un grave danger pour ces enfants, exposés au risque d'être tués par des milices rebelles. Le manque d'eau dans cette région engendre également la disparition de nombreux animaux, dont la décomposition empoisonne souvent les quelques puits subsistants.

Cette spirale infernale est entre autres due à une pluviométrie insuffisante mais aussi à une négligence de l'entretien des systèmes d'alimentation en eau par les autorités (la moitié des pompes de la région Nord du Darfour sont inutilisables). A Musbat, des milliers de personnes font la queue avant le lever du soleil afin de pouvoir se servir de la seule pompe à eau manuelle du

¹⁹ « Barrage sur le Nil : l'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan esquissent un compromis », *Le Monde*, 16 janvier 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/01/16/barrage-sur-le-nil-l-egypte-l-ethiopie-et-le-soudan-esquissent-un-compromis_6026068_3212.html, consulté le 30/10/2020

²⁰ Sébastien NEMETH, « Barrage de la Renaissance: le boycott éthiopien relance le débat sur la médiation américaine », *RFI*, 1^{er} mars 2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200301-barrage-rennaissance-boycott-%C3%A9thiopien-relance-d%C3%A9bat-m%C3%A9diation-am%C3%A9ricain>, consulté le 30/10/2020

²¹ Frédérick NZWILLI, « C'est l'eau qui a déclenché la crise au Darfour », *Réseau Œcuménique de l'Eau*, 1^{er} janvier 2005, <https://water.oikoumene.org/fr/whatwedo/news-events/c-est-l-eau-qui-a-declenche-la-crise-au-darfour-selon-la-conference-du-reseau-oecumenique-de-l-eau-les-conflits-pour-l-eau-meme-limites-peuvent-etre-meurtriers>, consulté le 31/10/2020

²² Dorn TONWSEND, « Les enfants du Darfour abandonnent l'école pour aller chercher de l'eau », *site de l'UNICEF*, 4 mai 2005, https://www.unicef.org/french/infobycountry/20297_26544.html#:~:text=Dans%20tout%20le%20nord%20du,par%20des%20carcasses%20d'animaux.&text=Des%20villages%20entiers%20sont%20abandonn%C3%A9s,plus%20%C3%BBr%20et%20plus%20fiable, consulté le 31/10/2020

village. Conflits et sécheresse vident des villages entiers qui deviennent complètement abandonnés, créant alors nomadisation, raréfaction des ressources et conflits.

Ces situations se multiplient également en dehors du Darfour. La situation en Somalie en est un autre exemple. Bon nombre des habitants de ce pays sont nomades et donc quotidiennement tributaires du climat « L'eau est aussi précieuse que l'or et il n'est pas rare de prier pour avoir de la pluie. »²³. De violents conflits éclatent depuis 2003 dans la région du Mont Elgon au Kenya, liés aux disputes d'eau et de terres, provoquant le déplacement de milliers de personnes. Au nord du comté de Baringo, un lac artificiel avait été construit en 2012 sur 15 mètres de profondeur. Ce lac devait permettre un apport nécessaire en eau pour 2 000 personnes et 100 000 têtes de bétail sur les 30 années à venir, mais il n'en restait en 2017 plus qu'une flaqué²⁴. Soumis à des températures extrêmes et à un manque cruel de pluie, le lac s'est asséché en l'espace de quelques semaines.

Comme au Darfour, de nombreux animaux sont morts, entraînant ainsi des carences alimentaires pour les habitants. L'eau, malgré sa contamination par la putréfaction des carcasses, est bue et utilisée par les habitants des villages alentours pour faire bouillir des fruits sauvages, l'une des seules sources d'alimentation facile d'accès. Ce manque d'eau et de nourriture sont tristement les facteurs de débuts de conflits. A Baringo, au sud du Kenya non loin de Nairobi, des violences commencent à émerger de façon systématique. Un conflit tribal oppose deux groupes ethniques du comté, les Tugen - au sud et majoritaires - et les Pokot - au nord et minoritaires -. Les tensions ont toujours été présentes entre ces deux groupes, mais en 2017 c'est la sécheresse et le manque de vivres qui ont poussé les éleveurs pokots à envahir les terres du sud et à tuer des Tugens pour prendre possession de leurs ressources.

Le risque est de voir se multiplier ce genre de conflits dans les régions où l'Etat est absent et où l'eau se fait rare. On le déplore plus particulièrement au Sahel où les migrations internes des éleveurs sont perçues comme un facteur aggravant du conflit. Depuis des années, les conflits locaux entre agriculteurs et éleveurs se multiplient. Les pasteurs du Nord sont accusés par les agriculteurs du Sud de piller leurs réserves en eau lors de leur passage²⁵. Hier maîtrisables, ces conflits viennent aujourd'hui aggraver la situation dans cette région au contexte sécuritaire déjà fragilisé.

²³ Dawud ABDIRAHMAN, « En finir avec les guerres de l'eau en Somalie », *Banque mondiale des blogs*, 18 septembre 2015, <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/en-finir-avec-les-guerres-de-l-eau-en-somalie#:~:text=L'eau%20est%20aussi%20pr%C3%A9cieuse,pour%20avoir%20de%20la%20pluie.&text=C'est%20une%20cause%20imm%C3%A9moriale,des%20communaut%C3%A9s%20pendant%20des%20ann%C3%A9es>, consulté le 31/10/2020

²⁴ Bruno MEYERFELD, « Au Kenya, la guerre de l'eau enflamme la vallée du Rift », *Le Monde*, 14 mars 2017, https://www.lemonde.fr/planete/article/2017/03/14/au-kenya-la-guerre-de-l-eau-enflamme-la-vallee-du-rift_5093954_3244.html, consulté le 31/10/2020

²⁵ N. BROOKS, « Climate change, drought and pastoralism in the Sahel », Note de discussion pour l'Initiative Mondiale sur le Pastoralisme Durable, *WISP/IUCN*, 2006

Un défi qui reste loin d'être résolu

L'eau est une ressource difficile à maîtriser de par son imprévisibilité et son irrégularité. L'Afrique reste à ce jour le seul continent au monde avec plus de 10 pays dont 50 % de la population n'a pas accès à l'eau potable²⁶. La rareté de l'eau couplée à la croissance démographique africaine, font porter une pression considérable sur les enjeux stratégiques de l'eau. Toutefois cette ressource vitale contraint également, à l'échelle internationale, à l'aboutissement de coopérations historiques.

Dans certaines régions du continent africain, les « guerres de l'eau » restent à surveiller et plus particulièrement lorsqu'elles prennent la forme de conflits localisés. Ces enjeux stratégiques et sécuritaires liés à l'eau peuvent être résumés par une formule de Benjamin NETANYAHU « With water you make politics »²⁷. A ce jour, dans le monde, les zones potentiellement à risque d'un conflit armé lié à l'eau englobent une population totale de près d'1 milliard d'habitants²⁸. A nous de nous assurer que ces conflits ne débutent pas.

²⁶ Joël COSSARDEAUX, « L'eau, source de tensions accrues entre les pays du Sud », *Les Echos*, 22 mars 2013, <https://www.lesechos.fr/2013/03/leau-source-de-tensions-accrues-entre-les-pays-du-sud-319417>, consulté le 31/10/2020

²⁷ Benjamin NETANYAHU, Sommet quadripartite pour la paix régionale, 2017.

²⁸ Joël COSSARDEAUX, « L'eau, source de tensions accrues entre les pays du Sud », *Les Echos*, 22 mars 2013, <https://www.lesechos.fr/2013/03/leau-source-de-tensions-accrues-entre-les-pays-du-sud-319417>, consulté le 31/10/2020



publications@jeunes-ihedn.org